



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

30 septembre 2004

Volume 3, Numéro 8

| | |
|--|-----------|
| LIGNE DE FOND | 1 |
| Agriculture : les Membres se concertent pour la poursuite des négociations sur l'agriculture | 1 |
| Textiles : Les Membres discutent des retombées économiques de la suppression des quotas | 3 |
| NOUVELLES DE L'OMC | 4 |
| Un arbitrage de l'OMC dans le différend sur les préférences tarifaires fixe le "délai raisonnable" pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD | 4 |
| Le Conseil des ADPIC débat de la divulgation de l'origine des ressources biologiques | 5 |
| SUR LE FIL | 6 |
| Accord entre l'UE et les pays du Pacifique pour suspendre leurs négociations sur le commerce des marchandises jusqu'en 2006 | 6 |
| Point mort dans les négociations entre les USA et la SACU | 7 |
| Rapport de la CNUCED sur l'investissement dans le monde 2004: la montée en puissance du secteur des services | 8 |
| Direction de l'Organisation Mondiale du Commerce: candidature de Jayakrishna Cuttaree | 9 |
| Le gouvernement russe ratifie le protocole de Kyoto et permet son entrée en vigueur prochaine.. | 9 |
| EVÈNEMENTS | 9 |
| PUBLICATIONS | 11 |

LIGNE DE FOND

Agriculture : les Membres se concertent pour la poursuite des négociations sur l'agriculture

Les délégués à l'OMC se sont réunis de manière informelle, le 24 septembre dernier, pour débattre de la voie à suivre pour avancer dans les négociations agricoles. C'était la première réunion depuis la conclusion, début août, d'un Accord cadre qui a relancé les négociations de Doha et particulièrement celles sur l'agriculture (voir http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-07/story2.htm)

Après ces négociations intenses, on s'attend à ce que le processus de Genève ne reprenne que lentement. Les travaux initiaux seront fondés sur une liste de questions techniques compilées par Tim Groser qui préside la session spéciale du Comité de l'agriculture.

Le président Groser jalonne le chemin à parcourir

Lors de la réunion informelle du 24 septembre, le président Groser a suggéré que les Membres concentrent leurs discussions sur les questions techniques au cours des deux prochains mois. Ces questions techniques reposeraient sur l'Accord cadre de juillet et sur leur développement ultérieur axé sur les décisions politiques prises. Le président Groser a spécifié qu'il servirait de coordinateur pour les discussions et que les réunions se tiendraient de manière formelle et informelle, dans diverses enceintes. Il a souligné que les Membres devaient réaliser des progrès sur ces questions techniques, préparant ainsi le terrain à la prochaine série de décisions politiques à prendre. A ce titre, ce n'était pas le moment, pour les Membres, de

s'appesantir sur le Cadre de juillet, mais de faire avancer les décisions du Cadre. Selon Groser, les Membres devaient commencer à examiner les questions techniques dans le cadre de l'ensemble des trois piliers. L'UE et la Suisse, parlant au nom du G-10 (groupe comprenant les pays développés importateurs de produits alimentaires), ont estimé que les préoccupations autres que d'ordre commercial devaient également être prises en compte. Le Chili est intervenu pour s'exprimer sur le fait que les Membres avaient peu d'espoir de réaliser des progrès avant la prochaine réunion ministérielle de l'OMC devant se tenir en décembre 2005 à HongKong.

Les discussions doivent se concentrer sur les trois piliers

Les prochaines discussions techniques sur le Cadre du 1er août - telles qu'exposées par le président Groser - porteront sur un certain nombre de questions spécifiques dans le cadre des trois piliers du soutien interne, de la concurrence à l'exportation et de l'accès aux marchés. Pour le soutien interne, les Membres examineront les questions relatives au réexamen et à la clarification de ce que l'on appelle la " catégorie verte " contenant le soutien ayant des effets de distorsion au plus minimes sur les échanges. Ils examineront également la question de la définition du " soutien aux agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance et dotés de ressources limitées " et l'exemption pour le soutien aux pays en développement à cet égard.

Pour la concurrence à l'exportation, les discussions techniques se pencheront sur le concept de parallélisme. En termes pratiques, ceci implique les voies et moyens de garantir que non seulement les subventions à l'exportation directes, mais aussi les crédits à l'exportation, les garanties à l'exportation, certains types d'aide alimentaire et certaines pratiques des compagnies étatiques de commercialisation, ne faussent pas les marchés. Pour le moment, les Membres se concentreront sur l'élaboration de définitions clés et sur d'autres questions techniques.

Concernant l'accès aux marchés, les Membres réexamineront, entre autres, les questions

techniques ayant trait à un " mécanisme de sauvegarde spéciale ", que les pays en développement peuvent utiliser pour se protéger contre les brusques poussées des importations.

Session régulière pour tenir des discussions informelles sur les importateurs nets de produits alimentaires

Lors de la session régulière du Comité de l'agriculture, le 23 septembre dernier, les Membres ont passé en revue un certain nombre de questions de routine impliquant le réexamen des notifications par les Membres. Les notifications qui ont bénéficié d'une attention particulière comprenaient l'aide alimentaire américaine sous forme de lait écrémé en poudre, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada et l'UE posant la question de savoir si oui ou non, l'aide évinçait les ventes commerciales. Des Membres ont également soulevé des questions concernant les incidences de l'élargissement de l'Union européenne et la manière dont certaines subventions seraient ajustées chez les nouveaux Membres.

De plus, lors de la session régulière, les Membres ont décidé de tenir des consultations informelles sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, avant leur prochaine réunion. La discussion de mesures d'accompagnement possibles pour ces pays figure au nombre d'un ensemble de décisions spécifiques sur le traitement spécial et différencié. Aux fins de la Décision d'août, les Membres doivent " achever rapidement le réexamen de toutes les propositions en suspens axées sur des Accords particuliers, et de faire rapport au Conseil général, en formulant des recommandations claires en vue d'une décision, pour juillet 2005. "

La prochaine réunion régulière du Comité de l'agriculture est fixée au 18 novembre. Le Comité se réunira en session spéciale le 8 octobre, avec des réunions informelles fixées au 6 et au 7 octobre.

Textiles : Les Membres discutent des retombées économiques de la suppression des quotas

Les Membres de l'OMC dont les économies ne seront peut-être pas en mesure d'entrer en concurrence avec de gros producteurs de textiles tels que la Chine et l'Inde, appréhendent la fin prochaines des quotas et souhaitent débattre de solutions possibles à l'OMC. Dans le même temps, la Chine est en train d'indiquer que les autres pays devraient s'abstenir de barrer la voie à l'accroissement attendu de ses exportations de textiles en 2005. Lors d'une réunion du 28 septembre dernier, les responsables de l'industrie textile américaine ont rencontré des représentants de 13 pays qui appuient des mesures visant à empêcher la domination du marché mondial des textiles et des vêtements, en 2005, par de grands pays en développement tels que la Chine et l'Inde. Ces pays - à savoir le Mexique, la Tunisie, la Jordanie, le Sri Lanka, le Bangladesh, la Turquie, le Pérou, l'Italie, l'Allemagne, le Portugal, l'Indonésie, Madagascar et la Grande-Bretagne - étaient " unis sur le fait qu'il nous faut une solution à ce problème " déclarait Auggie Tantillo, directeur exécutif d'American Manufacturing Trade Action Committee. " Ils sont à présent disposés à porter cette question de manière vigoureuse à l'OMC et à exiger que l'OMC la prenne en compte et définisse une structure pour trouver une solution. " Au moins un Membre de l'OMC peut proposer la prorogation de la dite limite du 1er janvier 2005 pour l'élimination des contingents, mais selon Cass Johnson, président du US Council National of Textile Organizations, les groupes industriels américains ne s'attendent pas à ce que le Conseil des marchandises appuie cette demande.

Auparavant, les représentants de 22 pays en développement dont les industries des textiles et des vêtements rencontrent des difficultés d'ajustement face à l'élimination des contingents, se sont réunis le 24 septembre, à Genève, pour débattre des voies et moyens de faire prendre en compte leurs points de vue lors du Conseil du commerce des marchandises. Alors que la suppression progressive du système de contingent,

inscrite dans l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements bénéficiait de l'appui des participants, la suppression de la garantie d'accès aux marchés des pays développés a suscité l'inquiétude concernant le fait que la hausse des prix et la concurrence sur la qualité pouvaient affecter de manière négative les industries de textiles et de vêtements des petits pays en développement. Néanmoins, la possibilité de différer la suppression des contingents n'était pas envisagée. " Elle n'était même pas mentionnée ", a déclaré un participant, en ce qui concerne les pressions contestées visant à proroger les contingents. " Pas un seul pays n'a soulevé cette question. "

Afin de garantir que leurs problèmes d'ajustement resteraient à l'ordre du jour de l'OMC, les participants qui se sont réunis ont convenu d'un certain nombre de stratégies différentes. Ils ont projeté d'inviter vivement les autres Membres de l'OMC à faire des questions d'ajustement un point de discussion permanent lors des prochaines réunions du Conseil du commerce des marchandises et ont appelé le Secrétariat de l'OMC à réaliser une étude sur les effets de l'élimination des contingents sur les petits producteurs plus vulnérables. L'OMC avait, en août 2004, publié un article laissant entendre que la suppression progressive des contingents pouvait entraîner un transfert de part de marché vers de grands pays en développement tels que l'Inde et la Chine.

La réunion était organisée par le Mexique. Les pays suivants y assistaient : Guatemala, République dominicaine, Salvador, Venezuela, Bolivie, Chili, Roumanie, Colombie, Sri Lanka, Bangladesh, Equateur, Indonésie, Jordanie, Tunisie, Bulgarie, Nicaragua, Maroc, Israël, Maurice, Turquie, et Haïti.

Conférence Euro-Méditerranéenne sur l'avenir de l'Industrie textile et de l'habillement

Dans ce contexte et à trois mois de la disparition des restrictions quantitatives au commerce international des produits du textile et de l'habillement, il s'est tenu à Tunis une réunion des ministres (ou leur représentant) du commerce des

pays de la zone euro-méditerranéenne. Ceux-ci ont exprimé leur " préoccupation " et leur " angoisse " en prévision de cette échéance car le secteur emploie plusieurs millions de salariés dans l'espace euro-méditerranéen, essentiellement des femmes. Il constitue une grande source de recettes, représentant par exemple près de 50% des exportations vers l'UE de la Tunisie ou du Maroc.

Les participants ont par ailleurs plaidé pour une stratégie commune en vue de contrecarrer " l'invasion " des produits textiles chinois attendue en janvier prochain, date du démantèlement des accords multifibres(AMF) en vigueur depuis 40 ans et de la suppression des quotas textiles. Ils ont prôné une attitude offensive, notamment lors des prochaines négociations multilatérales de l'OMC et souhaité des conditions de concurrence loyale (référence aux niveaux de salaires chinois) et des règles communes pour tous les acteurs. Autre source d'inquiétude : le risque d'effets de diversion vers l'UE en cas de mesures protectionnistes américaines. Si les USA adoptaient ce type de mesure, il existe en effet un risque de détournement vers le marché européen d'une partie des exportations asiatiques qui n'auraient pas accès au marché américain. Pascal Lamy préconise la mise en place de mécanismes de surveillance des flux de produits textiles ainsi que " d'accroître la vigilance contre les pratiques déloyales, de renforcer les droits de propriété intellectuelle et de lutter contre la fraude et les contrefaçons ".

Avant son départ pour Tunis, Pascal Lamy, le commissaire européen au commerce international, avait déclaré : "Pour rester compétitif dans le secteur textile et habillement, il faut créer une zone de libre-échange et d'investissement intégrée autour du bassin méditerranéen. C'est en unissant nos forces que nous ferons du 1er janvier 2005 le début de nouvelles opportunités pour ce secteur industriel important." Ces intérêts convergents entre les pays du Nord et du sud de la Méditerranée se traduisent en effet depuis plusieurs années par une augmentation des échanges entre l'UE et les pays méditerranéens ; les importations européennes en provenance de ces pays ont été multipliées par

quatre entre 1988 et 2003, passant de moins de 4 milliards d'Euros à plus de 16 milliards.

Source : Notes ICTSD, <http://europe.eu.int/>,
Nouvel Observateur

NOUVELLES DE L'OMC

Un arbitrage de l'OMC dans le différend sur les préférences tarifaires fixe le "délai raisonnable" pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD

Le différend sur les préférences entre l'UE et l'Inde vient de connaître un dénouement final avec la décision de l'arbitre de déterminer les délais de mise en œuvre des recommandations de l'ORD. On se rappelle qu'au mois de décembre dernier, le Groupe Spécial avait pris une décision défavorable à l'UE et qui faisait craindre une poursuite du démantèlement des préférences tarifaires à l'endroit des pays en développement (Voir Passerelles http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-12/wtoinbrief.htm). La décision de l'Organe d'appel du mois d'avril restait coupait la poire en deux en donnant raison à l'Inde concernant la discrimination dont elle se disait l'objet, mais en laissant la possibilité d'octroi de préférences différenciées en fonction du niveau de développement du bénéficiaire et sous certaines conditions (Voir Passerelles http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-04/wtoinbrief.htm#2)

La décision de l'Organe d'appel étant une décision de dernière instance, il restait à déterminer donc les délais de mise en œuvre des recommandations de l'ORD par l'UE. Les deux parties continuaient d'avoir une interprétation différente de la notion de " délai raisonnable ".

En principe, l'article 21.3 du Mémorandum d'Accord sur le Règlement de différends (MA) dispose qu'un Membre mettant en œuvre aura un " délai raisonnable " pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD dans un

différend donné s'il lui est impossible de s'y conformer immédiatement. Les articles 21.3 a et 21.3 b disposent que le délai raisonnable peut être un délai proposé par le Membre mettant en œuvre et approuvé par l'ORD ou, en l'absence d'une telle approbation, un délai mutuellement convenu par les parties au différend dans un délai spécifié. En l'occurrence, les communautés européennes ne sont pas en mesure de garantir une mise en œuvre immédiate et n'ont pas pu trouver une solution mutuellement convenue avec l'Inde.

C'est ce qui justifie la commission d'un arbitre pour déterminer le " délai raisonnable " pour la mise en œuvre par les Communautés européennes des recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire CE - Préférences tarifaires.

Les Communautés européennes soutiennent que la " tâche législative " consistant à mettre en œuvre les recommandations et décisions en l'espèce est " très compliquée " en raison de la " complexité " des constatations de l'Organe d'appel. En conséquence, elles estiment que le " délai raisonnable " pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD en l'espèce est de 20 mois et dix jours, soit, selon leurs calculs, un délai allant " jusqu'au 1er janvier 2006 ".

L'Inde, pour sa part, estime que le " délai raisonnable " en l'espèce n'est pas supérieur à six mois et deux semaines, de manière que le délai expirerait au plus tard le 3 novembre 2004.

Dans son raisonnement, l'arbitre, Monsieur John Flockhart, précise qu'il n'est pas dans son mandat de déterminer comment les Communautés européennes devraient mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Dès lors que les recommandations de l'ORD ne s'étendaient pas au SGP, mais seulement au régime des drogues, l'arbitre estime que le délai raisonnable de mise en œuvre doit prendre en considération uniquement le délai le plus court possible dans le cadre du système juridique des Communautés européennes pour mettre le régime concernant les drogues en conformité avec leurs obligations au titre de l'OMC. L'arbitre écarte successivement les

différents arguments présentés par les communautés européennes. Il considère que la longueur du processus décisionnel de l'Union, l'élargissement de ses Membres de 15 à 25 et la longueur des délais de traduction des documents officiels dans les différentes langues, entre autres, ne sont pas des éléments à tenir en considération dans la détermination du délai de mise en œuvre. En conséquence, il en arrive à la conclusion que le " délai raisonnable " pour la mise en œuvre, par les Communautés européennes, des recommandations et décisions de l'ORD est de 14 mois et onze jours à compter du 20 avril 2004, date d'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel par l'ORD. Le " délai raisonnable " viendra donc à expiration le 1er juillet 2005, de telle sorte que la mise en œuvre devra être achevée à cette date ou avant cette date.

Le Conseil des ADPIC débat de la divulgation de l'origine des ressources biologiques

Lors de sa réunion du 21 septembre dernier, le conseil des ADPIC s'est penché sur une proposition du Brésil, de l'Inde, du Pakistan, du Pérou, de la Thaïlande, et du Venezuela visant à faire avancer des discussions sur les rapport entre les ADPIC et les questions liées à la biodiversité et aux savoirs traditionnels. Mais les Membres sont restés enfermés dans leurs positions au point qu'aucun progrès substantiel n'a été réalisé. La réunion qui devait durer deux jours a d'ailleurs été écourtée et s'est tenue en une journée.

Cette réunion était la première du conseil des ADPIC tenue depuis l'Accord-cadre de Juillet. L'Accord ADPIC a été brièvement mentionné dans l'Accord de Juillet qui avait accordé une large place à d'autres domaines comme l'agriculture. Il y a tout simplement été noté que les Membres réaffirmaient leur engagement pour progresser dans les discussions en conformité avec le mandat de Doha. Les débats ont donc été repris là où ils étaient laissés à la session précédente du Conseil des ADPIC en juin dernier

http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-06/wtoinbrief.htm#1

La nouvelle proposition (IP/C/W/429), approuvée également par Cuba et l'Equateur, fait suite à une proposition plus large faite par un certain nombre de pays en voie de développement en mars dernier (IP/C/W/420). Ces pays avaient suggéré l'établissement d'une liste de contrôle des questions à couvrir dans les négociations sur la biodiversité, les savoirs traditionnels et le folklore. Les Membres continuent à être en désaccord sur le principe d'utiliser cette liste de contrôle comme base pour la discussion. Les USA et le Japon ont encore exprimé leur réticence à employer la liste de contrôle qui, pensent-ils, ne reflètent pas leurs points de vue. Dans la nouvelle proposition, le groupe de pays en voie de développement élabore des conditions possibles de divulgation de l'origine des ressources biologiques dans la phase d'obtention d'un brevet. La proposition fait état de pistes qui pourraient améliorer l'examen d'obtention d'un brevet et empêcher ainsi les "mauvais" brevets. À cet égard, elle fournit l'exemple de la "bio-piraterie" qui a permis à des multinationales de breveter des méthodes de médecine élaborées par des populations autochtones sans que celles-ci ne bénéficient des retombées économiques. Les pays notent qu'on a proposé des procédés pour améliorer la procédure d'examen des brevets, mais ils sont soit volontaires, soit manquent de sensibilité culturelle. Par conséquent, la proposition suggère "une obligation légale contraignante de révéler la source et le pays d'origine de la ressource biologique et/ou des savoirs traditionnels". En outre, les conditions de divulgation de l'origine des ressources seraient utiles dans les cas de conflits pour des brevets qui sont habituellement de longs et coûteux, et aideraient à assurer la qualité de brevet.

La proposition insiste aussi sur la signification de la divulgation de l'origine de la ressource, notamment sur le point de savoir si l'engagement serait une condition de forme ou de fond de la brevetabilité; ou sur la question de savoir quel serait le niveau d'utilisation de la ressource biologique dans l'invention qui serait suffisant pour

déclencher l'engagement ; ou encore sur les charges administratifs et le coût réel. Selon la proposition, l'engagement serait à la fois substantiel et formel. Même l'utilisation fortuite déclencherait l'engagement de divulgation de l'origine. La proposition indique que les coûts ne seraient pas substantiels par rapport au processus de demande de brevet dans l'ensemble, car quelques membres ont déjà élaboré des conditions de divulgation de l'origine.

La proposition se penche également sur les implications légales du manque de conformité et de la divulgation, notant que le procédé d'application pourrait être suspendu ou des sanctions appliquées. Si le manque de conformité était découvert après qu'un brevet ait été accordé, le brevet pourrait être retiré ou les droits retournés à nouveau à leurs sources originales. Le fardeau de la preuve serait alors à la charge du demandeur de brevet et, selon la proposition, l'engagement de divulgation de l'origine pourrait être introduit dans l'Accord ADPIC par un amendement.

Le prochain Conseil des ADPIC est programmé pour les 1er au 2 décembre prochains.

SUR LE FIL

Accord entre l'UE et les pays du Pacifique pour suspendre leurs négociations sur le commerce des marchandises jusqu'en 2006

Le 10 septembre dernier, s'étaient ouvertes à Navi (Îles Fidji) les négociations commerciales entre l'Union Européenne et la région Pacifique (Îles Cook, Îles Fidji, Île Marshall, Etats fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Papouasie Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Kiribati, Niue) en vue d'obtenir un Accord de Partenariat Economique (EPA) tel que prévu dans l'accord de Cotonou qui a été conclu en juin 2000.

L'Accord de Cotonou est un accord de partenariat global, en matière d'aide et de commerce, conclu entre 77 pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et l'Union européenne. Signé en juin 2000 après l'expiration de la vieille Convention de Lomé, l'Accord de Cotonou a notamment pour objectif, de remplacer les préférences tarifaires dont bénéficiaient les ACP par des accords de libre échanges compatibles avec les règles de l'OMC appelés " Accords de Partenariats Economiques ".

D'un commun accord, l'UE et les pays de la région Pacifique ont décidé, 6 jours après le début de la réunion de suspendre les négociations sur le commerce des marchandises jusqu'à la fin 2006 respectant à ce titre le PACER (Pacific Agreement on Closer Economic Agreement) ; des négociations commerciales sur les marchandises ne peuvent avoir lieu dans la région sans la participation de l'Australie (principal partenaire commercial de la région Pacifique) et la Nouvelle-Zélande ; or ces négociations avec ces 2 pays n'étaient pas prévues avant 2011. Il a été décidé que les pays de la zone pacifique vont d'abord négocier jusqu'en 2006 un accord sur les marchandises avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie puis reprendre leurs négociations avec l'Union Européenne.

Pour 2003, les importations de l'UE en provenance des pays du Pacifique étaient de 530 millions d'Euros, soit une augmentation de 10.7% par rapport à 2002. Les principaux produits importés étaient l'huile de palme (29%), le sucre de canne (18%), les minerais de cuivre(9%) et le café(9%).

Les exportations de l'UE vers les pays du Pacifique ont atteint 210 millions d'Euros en 2003 soit une diminution de 62.5% par rapport à 2002. Les principales catégories de produits exportés sont le matériel de transport(56.5%), les machines et appareils(19.7), les métaux communs(5.2%) et les produits chimiques (3.5%).

Sources : Notes ICTSD, <http://europe.eu.int/>, Tralac

Point mort dans les négociations entre les USA et la SACU

Les négociations commerciales entre les Etats-Unis et l'Union douanière d'Afrique australe (Southern African Customs Union - SACU) semblent à nouveau dans l'impasse et ne respecteront certainement pas le délai du 31 décembre 2004 pour conclure un accord de libre-échange. Devant l'ampleur des différends, la réunion entre les négociateurs qui devait se tenir ce mois à même été annulée. Après de nombreux soubresauts tout au long de l'année, soufflait pourtant sur cet accord, il y a quelques semaines encore, un vent d'optimisme : Georges W. Bush rencontrait Thabo Mbeki et les deux présidents semblaient unis dans leur volonté de parvenir à un accord. Aujourd'hui, le vent semble avoir une nouvelle fois tourné. Peter Draper, un spécialiste du commerce au SA Institute of International Affairs (basé à Johannesburg, Afrique du Sud) n'est pas surpris de la tournure des événements tant les deux parties (Etats-Unis et SACU) avaient dès le départ de grands désaccords dans beaucoup de domaines. C'est le cas par exemple des négociations sur la propriété intellectuelle. Sur ce sujet, le négociateur en chef de la SACU, Xavier Carim a reconnu que les normes américaines concernant la propriété intellectuelle, " ne peuvent être appropriées pour un pays en voie de développement. ". Peter Draper souligne de plus le rôle important joué par le Congrès américain, restreignant la marge de manœuvre des négociateurs américains et laissant désormais peu de place à une flexibilité souhaitée par les négociateurs de la SACU.

Rappelons que la SACU comprend le Botswana, le Swaziland, le Lesotho, la Namibie et l'Afrique du sud. Créé en 1969 - sur la base d'arrangements en matière d'union douanière en vigueur depuis 1910- la SACU vise à promouvoir le développement économique de l'Afrique australe, en particulier de ses Membres les moins développés. Les échanges entre la SACU et les Etats-Unis ont connu une hausse de plus de 300% depuis 1994. Les exportations de la SACU vers les Etats-Unis aux fins de l'AGOA s'élevaient à 1,7 milliards de dollars US et les importations à 2,5 milliards de

dollars US en 2002. Les principales exportations américaines dans la région de la SACU comprennent les machines, les véhicules, les aéronefs, les instruments médicaux, les plastiques, les produits chimiques, les céréales, les produits pharmaceutiques, le bois et les produits papier.

Les négociations pour l'accord de libre-échange- le premier pour les USA en Afrique subsaharienne ont débuté en juin 2003. Elles couvrent une large gamme de domaines, notamment le commerce des biens industriels, le commerce des produits agricoles, les règles d'origine, les droits de propriété intellectuelle et la coopération en matière de mise en application des obligations, le commerce des services, la passation des marchés publics, les mesures commerciales correctives, les normes du travail, les normes environnementales et le règlement des différends.

Source : ICTSD, Tralac

Rapport de la CNUCED sur l'investissement dans le monde 2004: la montée en puissance du secteur des services

Le Rapport sur l'investissement dans le monde publié par la CNUCED présente les tendances les plus récentes de l'investissement étranger direct (IED) et analyse cette année la montée en puissance des services, en particulier la délocalisation des activités de services.

Les entrées d'IED ont augmenté dans 36 pays africains et diminué dans 17 pays l'année dernière. Les pays riches en ressources naturelles sont demeurés les principales destinations pour les sociétés transnationales (STN).

L'année dernière, le Maroc a été le principal bénéficiaire des entrées d'IED en Afrique, qui sont passées de 0,5 milliard de dollars en 2002 à 2,3 milliards de dollars en 2003 grâce au programme de privatisation du pays. L'Angola, la Guinée

équatoriale, le Nigéria et le Soudan - tous riches en ressources naturelles- ont enregistré des résultats exceptionnellement bons, chacun ayant bénéficié d'entrées d'IED supérieures à 1 milliard de dollars. Le Maroc et ces quatre pays étaient à la tête de la liste des 10 premières destinations de l'IED en Afrique en 2003.

Plusieurs petits pays africains ont aussi été concernés par la croissance des entrées d'IED sur le continent, du fait en partie de l'augmentation modeste des entrées d'IED dans le secteur des services et le secteur manufacturier. Pour la première fois depuis 1999, les entrées d'IED ont été largement réparties, 22 pays ayant reçu plus de 0,1 milliard de dollars, contre 16 pays en 2001.

Des politiques nationales favorables sont également responsables de cette augmentation d'IED. Elles se traduisent par la conclusion de 35 accords bilatéraux d'investissement et neuf conventions de double imposition, ainsi que par les négociations sur des accords de libre-échange entre des groupes de pays africains et d'autres pays/régions en particulier les États-Unis et l'Union européenne. La prorogation jusqu'en 2015 de la loi américaine sur la croissance et les potentialités de l'Afrique (AGOA) en vertu de la loi sur l'accélération de l'application de l'AGOA, que les États-Unis ont adoptée en 2004, devrait favoriser l'essor de la production internationale en Afrique.

D'après Karl P. Sauvant, Directeur de la Division de l'investissement de la CNUCED, "l'avenir de l'IED en Afrique pour 2004 et au-delà est prometteur en raison du potentiel de la région en ressources naturelles, du dynamisme des marchés mondiaux des produits de base et de l'amélioration du regard que les investisseurs portent sur la région". Les politiques à tous les niveaux se sont améliorées et les facteurs économiques sont favorables. En conséquence, les entrées d'IED sur le continent devraient encore s'accroître cette année.

Source: Notes ICTSD, CNUCED

Direction de l'Organisation Mondiale du Commerce: candidature de Jayakrishna Cuttaree

Le ministre mauricien des affaires étrangères, du commerce international et de la coopération régionale, Jayakrishna Cuttaree est candidat à la succession du thaïlandais Supachai Panitchpakdi pour diriger l'Organisation Mondiale du Commerce. C'est, en juin dernier, que son nom a été cité comme éventuel successeur de l'actuel directeur de l'OMC. Les autres candidats qui se sont déclarés intéressés par ce poste sont l'Uruguayen Carlos Perez del Castillo. Autre candidat évoqué, le ministre égyptien du Commerce Youssef Boutros Ghali qui milite au sein du G 20. Quant à Alec Erwin, ministre sud-africain du Commerce, mentionné à un moment, il s'est désisté. Les experts s'attendent également à la candidature de Sergio Marchi, ambassadeur du Canada à l'OMC.

Le mandat du directeur général s'achève en août 2005, cependant, les manœuvres des politiques et autres lobbies en vue de l'élection du successeur de Supachai Panitchpakdi devraient s'achever d'ici la fin de cette année. C'est en effet normalement à la fin de l'année qui précède le terme du mandat du directeur général de l'OMC que se décide le résultat de la future élection de son successeur.

Le gouvernement russe ratifie le protocole de Kyoto et permet son entrée en vigueur prochaine

Alexander Zhukov, le vice-Premier ministre russe, a déclaré le 30 septembre lors d'une réunion gouvernementale que son gouvernement avait approuvé la ratification du protocole de Kyoto. Le ministère russe des Ressources naturelles avait signé quelques heures auparavant les textes permettant la ratification par Moscou du protocole de Kyoto sur le changement climatique. La ratification du protocole de Kyoto par la Russie permettrait son entrée en vigueur sept ans après sa

conclusion en 1997, et ce malgré le retrait des Etats-Unis en 2001. En mai dernier, Vladimir Poutine avait pris l'engagement d'accélérer la procédure de ratification, en échange du soutien de l'Union européenne pour l'entrée de la Russie dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Elaboré en 1997, le protocole de Kyoto fixe des valeurs limites juridiquement contraignantes pour les émissions de Gaz à effet de serre (GES) des pays industrialisés. Ces derniers doivent réduire leurs émissions en moyenne de 5.2% par rapport aux niveaux de 1990 pendant la première période d'engagement allant de 2008 à 2012. Il est à noter qu'aucune limite n'est fixée pour les pays en voie de développement. En effet, en introduisant une distinction entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) reconnaît que les premiers sont responsables de la majeure partie des émissions de GES (gaz à effet de serre) et ont la capacité financière et institutionnelle de les réduire.

L'entrée en vigueur du protocole dépend de sa ratification par 55 pays, parties à la CCNUCC et responsables de 55% des émissions en 1990. A ce jour, 111 pays l'ont signé mais ils ne représentent que 44.2% des émissions de GES. C'est pourquoi la Russie était fortement incitée à y adhérer : elle représente à elle seule 17.7% des émissions, et suite au retrait des Etats-Unis du protocole, elle était la dernière chance d'application du protocole.

Source : Notes ICTSD, Reuters

EVÈNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

EVÉNEMENTS À L'OMC

lundi 4 octobre 2004

10.00 - Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances

10.00 - Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) (jusqu'à mardi)

mercredi 6 octobre 2004

10.00 - Négociations sur l'agriculture ("session extraordinaire" du Comité)

jeudi 7 octobre 2004

10.00 - Comité des accords commerciaux régionaux (jusqu'à vendredi)

10.00 - Négociations sur l'agriculture ("session extraordinaire" du Comité) - réunion informelle

vendredi 8 octobre 2004

10.00 - Négociations sur l'agriculture ("session extraordinaire" du Comité) - réunion formelle

EVÉNEMENTS AILLEURS

1 Octobre Washington D.C., USA: TRADE MARKERS - BUSH AND KERRY TRADE PRIORITIES.

Contact : WITA, email: events@wita.org; Internet: <http://www.wita.org/content.cfm?L1=4&QA=252>

2-3 octobre Réunion annuelle des Ministres du G10, du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International. Washington, D.C., Etats-Unis

4-15 octobre 51e session du Conseil du commerce et du développement, Genève, Suisse
<http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intitemID=1942&m=6042&info=&lang=2>

4 Octobre Genève, Suisse: UNCTAD XI CIVIL SOCIETY HEARING. Contact : email: civil.society@unctad.org; Internet: <http://www.unctad.org>

4 Octobre Copenhague, Danemark: SEMINAR ON DEVELOPMENT IMPACTS OF REGIONAL AND BI-LATERAL TRADE AGREEMENTS. Contact : Stefano Ponte, email: spo@diis.dk

4-7 Octobre Boca del Rio, Veracruz, Mexique: YES MEXICO 2004 - A LEARNING SUMMIT. Contact: Gustavo Payan, email: gustavo@yesweb.org; Internet: <http://www.yesweb.org/mexico/index.html>

4-15 Octobre Afrique du Sud: BUILDING COMPETENCIES FOR MAINSTREAMING TRADE & DEVELOPMENT WORK. Contact Hushe Mzenda, email: h-mzenda@dfid.gov.uk ou Paul Leenane, tel: +44 20 7023 0892; email: p-leenane@dfid.gov.uk.

7-11 Octobre New York, USA: INFORMAL CONSULTATIONS ON THE MAURITIUS SIDS INTERNATIONAL MEETING. Contact La mission permanente de la Nouvelle-Zélande aux Nations Unies, tel: +1-212-826-1960; fax: +1-212-758-0827; email: nzmissionny@earthlink.net; Internet: <http://www.un.org/Docs/journal/En/lateste.pdf>

10-15 Octobre Bath, Angleterre: ENVIRONMENTAL GOVERNANCE: PRINCIPLES AND PRACTICE. Contact, Julia Winborn, tel: +44 1865 302713; fax: +44 1865 516590; email: yellowteam.seminars@britishcouncil.org; Internet: <http://www.britishcouncil.org/seminars-science-0467.htm>

13-15 Octobre Cape Town, Afrique du Sud: INTERNATIONAL CONFERENCE ON AFRICAN DEVELOPMENT AND POVERTY REDUCTION THE MACRO-MICRO LINKAGE. Contact DPRU, tel: +27-21-650-5705; fax: +27-21-650-5711; email: dpruconf@commerce.uct.ac.za; Internet: <http://www.commerce.uct.ac.za/dpru/dpruconference2004/>

ÉVÉNEMENT SPÉCIAL

ROUNDTABLE ON EMERGING ISSUES IN THE RELATIONSHIP BETWEEN THE CLIMATE AND TRADE REGIMES (CLIMATE CHANGE MITIGATION, ADAPTATION AND THE WTO). The International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) is organising a roundtable on trade and climate change on 14 October 2004 in Geneva, Switzerland. The objective of the roundtable is to examine the linkages between two major aspects of current global change -- the processes of trade liberalisation and global warming. Presentations will explore the relationship between the climate change regime and trade rules, including the implications of the current Doha Round of trade negotiations. Discussions will seek to identify areas of potential synergies and conflict between the two sets of rules, and explore windows of opportunity for promoting sustainable development. The interaction between trade liberalisation with both climate change mitigation and adaptation will be addressed. For further information see <http://www.ictsd.org/dlogue/2004-10-14/invite-cc-and-trade.pdf>

PUBLICATIONS

En français

OMC (2004) : Rapport sur le commerce mondial 2004

Le Rapport sur le commerce mondial est une publication annuelle de l'OMC qui traite surtout des tendances et des politiques commerciales. L'édition 2004 passe en revue l'évolution commerciale récente et examine des questions comme la cohérence dans les politiques commerciales et macroéconomiques, les indications géographiques et la libéralisation du commerce des services par le mouvement temporaire des personnes physiques.

http://www.wto.org/french/news_f/pres04_f/pr385_f.htm

En anglais

FREE TRADE AND THE ENVIRONMENT: MEXICO, NAFTA, AND BEYOND. By Kevin P. Gallagher (Stanford University Press, September 2004). This book examines the impact economic integration has on the environment, focusing on Mexico, which transformed itself from one of the world's most closed economies to one of the most open. It investigates two commonly held and opposing beliefs in the policy community about the impact of free trade on the environment. While some argue that free trade will raise incomes in developing countries, thus encouraging governments to protect the environment, others argue that free trade simply provides an incentive for heavily-polluting firms to move to developing countries with lax environmental regulations. This volume shows that for Mexico neither position is correct, and concludes with a set of concrete recommendations for policies that couple environmental protection with economic integration. For further information and to order the book visit http://www.ase.tufts.edu/gdae/policy_research/FreeTradeEnvBook.htm

TRADE-RELATED INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS, TRADE IN SERVICES AND THE FULFILMENT OF CHILDREN'S RIGHTS-BOTSWANA. By 3D- Trade - Human Rights - Equitable Economy (September 2004). This report notes that although Botswana has emerged as a model of access to medicines and treatment services in Southern Africa because of its groundbreaking response to HIV/AIDS, including provision of free antiretroviral drugs (ARVs) and health care services to treat HIV/AIDS under the national ARV therapy programme, such progressive measures are under threat. In particular, the report describes human rights-based concerns relating to the way Botswana has implemented the WTO Intellectual Property (TRIPS) and Services (GATS) Agreements (section II), and concerns about our intellectual property (IP) and services negotiations of the US-SACU Free Trade Agreement (section III). Since the government's provision of health services has

enabled it to respect, protect and fulfil the child's right to health according to article 24 of the Convention on the Rights of the Child (CRC) and the child's right to life, survival and development according to article 6, the report makes linkages between the potential loss of children's rights and intellectual property regimes. To access the report visit

<http://www.3dthree.org/en/page.php?IDpage=23&IDcat=5>

MAKING TRADE WORK FOR DEVELOPMENT: TRADE-RELATED

ASSISTANCE UPDATE: A SELECTION OF CASE STUDIES FROM AROUND THE WORLD.

By the European Commission (21 September 2004). This report, launched by EU Commissioners Pascal Lamy and Poul Nielson, focuses on success stories from the EU's trade-related assistance program. Between 2001 and 2004 the European Commission has spent € 2.8 billion in supporting developing countries' efforts to benefit from trading opportunities, meaning new commitments of around €700 million per year. A total of 121 new projects were launched in 2003. Success stories featured in the report include those of Myner Exports Kenya, whose trade with the EU has increased threefold in the two years it has been participating in the ACP-wide Pesticides Initiative Programme. Also discussed are fair trade projects in India and Mexico that have boosted micro-businesses, brought women into the labour markets and launched new brands. For further information and to access the report visit http://europa.eu.int/comm/trade/issues/global/development/pr210904_en.htm

"The First Meeting of the Parties to the Cartagena Protocol on Biosafety". By Robert Falkner in ENVIRONMENTAL POLITICS 13:3 (Autumn 2004), pp 635-641. This article reviews the outcomes of the first meeting of the parties (MOP) to the Cartagena Protocol, which took place from 23 to 27 February 2004 in Kuala Lumpur, Malaysia. The first MOP was a significant step forward especially given continued controversy over regulating GMOs. The fact that most GMO exporting nations, including the United States,

Canada and Argentina, have yet to ratify the agreement gave the existing parties an opportunity to take some strong decisions on implementing the biosafety treaty. However, the ability of the Protocol to provide a working biosafety governance system has yet to be seen and will have to be balanced with the need to encourage ratification by some of the world's largest agricultural trading nations.

TAKING LIBERTIES: POOR PEOPLE, FREE TRADE AND TRADE JUSTICE.

By Christian Aid (23 September 2004). The report calls for an end to the era of free trade in favour of a more pragmatic approach that allows poor countries to protect their vulnerable producers and fledgling industries. Using case studies from Mozambique, India and Honduras, Taking Liberties explores how government intervention in trade can play a positive role in fighting poverty. It also raises questions about the impact of Economic Partnership Agreements (EPAs) on poverty. For more information and to access the report visit <http://www.christianaid.org.uk/indepth/409trade/index.htm>

CONSUMERS INTERNATIONALS' DECISION-MAKING IN THE GLOBAL MARKET: HOW TO IMPROVE CONSUMER INPUT IN SETTING INTERNATIONAL FOOD STANDARDS.

By Steve Suppan, Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP) (August 2004). Consumers International, of which IATP is an affiliate member, has presented this paper on reform of the Codex Alimentarius Commission. The Codex Alimentarius Commission is a global food standards setting body. It is not well known among most consumers, though Codex standards may be adopted as national food legislation designed to protect consumer health as well as in the WTO Sanitary and Phyto-Sanitary Agreement. The paper suggests a number of reforms to Codex in order to enhance protection of consumer health and provide greater input from consumer organisations. For further information and to access the report visit <http://www.tradeobservatory.org>

"Anti-dumping in the Doha negotiations: fairy tales at the World Trade Organization". By William A. Kerr and Laura J. Loppacher in JOURNAL OF WORLD TRADE 38 (2, 2004), pp 211-244. If anti-dumping were simply poking a bit of fun at human vanity like Hans Christian Andersen's fairy tale about the "Emperor's New Clothes", there would be no harm. On the contrary, anti-dumping is the cause of considerable disruption in commercial activity and wastes resources in its application. In the wake of decades of success in multilateral trade liberalisation, dumping has moved from being an almost unused anachronism in commercial policy to a major weapon in the protectionist arsenal. Further, its use is growing by leaps and bounds as developing countries are discovering its usefulness as a way to circumvent WTO disciplines as well as how it can be used strategically to harass developed countries in the rough and tumble of commercial policy.
World Development Report 2005

A Better Investment Climate for Everyone, the World Bank's annual World Development Report for 2005, was launched on September 28, 2004. The Report focuses on what governments can do to improve the investment climates of their societies to increase growth and reduce poverty.

http://publications.worldbank.org/ecommerce/catalog/product?item_id=3043503

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/>
PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.
Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)
Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe